

N° 2022-09/26



BIARRITZ

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DE BIARRITZ

DEPARTEMENT DES PYRENEES ATLANTIQUES

Arrondissement de BAYONNE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**Séance du 30 Septembre 2022**

L'an deux mille vingt-deux et le 30 septembre,
le Conseil Municipal de la Ville de Biarritz, régulièrement convoqué, est réuni au lieu habituel de ses séances,
sous la présidence de Madame Maider AROSTEGUY, Maire.

SECRETAIRE DE SEANCE : M. Paul RODRIGUES REIS

PRESENTS : Mme Maider AROSTEGUY (Maire), M. Edouard CHAZOUILERES, Mme Anne PINATEL, M. Richard TARDITS, Mme Maud CASCINO, Mme Patricia POURVAHAB, M. Michel LABORDE, Mme Stéphanie GRAVE, M. Mathieu KAYSER à partir de la question 4, Mme Anne-Cécile DURAND-PURVIS jusqu'à la question 23, M. Xavier DELANNE, (Adjoint au Maire), Mme Géraldine VERGET présente de la question 4 à 17 et de la 19 à 27, M. Eric QUATRE VIEUX, Mme Elena BIDEgain à partir de la question 4, M. Gérard COURCELLES, M. Sébastien MENARD, M. Paul RODRIGUES-REIS, Mme Christelle RODET, Mme Françoise FORSANS, Mme Muriel DUBOIS-VIZIOZ, M. Didier BARBERTEGUY, M. Guillaume BARUCQ présent jusqu'à la question 11, Mme Lysiann BRAO, Mme Corine MARTINEAU, M. Brice MORIN, Mme Nathalie MOTSCH de la question 2 à 16, M. Sébastien CARRERE, M. Patrick DESTIZON (Conseillers Municipaux).

ABSENTS REPRESENTES PAR POUVOIR : M. Adrien BOUDOUSSE (M. CHAZOUILERES) - Mme Martine VALS (Mme M. AROSTEGUY sauf la question 18) - M. Fabrice Sébastien BACH (Mme CASCINO) - M. Mathieu KAYSER jusqu'à la question 3 (M. M. LABORDE) – Mme Anne Cécile DURAND PURVIS à partir de la question 24, Mme Géraldine VERGET jusqu'à la question 3, absente à la question 18, puis à partir de la question 28 (Mme F. FORSANS) - Mme Valérie SUDAROVICH (M. P. RODRIGUES REIS) - Mme Elena BIDEgain jusqu'à la question 3 (Mme P. POURVAHAB) – Mme Morane PINAUD BOSQUE (Mme M DUBOIS VIZIOZ) – M. Louis. BODIN (Mme A. PINATEL) – M. Guillaume BARUCQ à partir de la question 12 (Mme L. BRAO) - M. Jean-Baptiste DUSSAUSOIS-LARRALDE (Mme C. MARTINEAU) – Mme Nathalie MOTSCH question 1 et à partir de la question 17 (M. Sébastien CARRERE)

Modalités d'attribution de véhicules de service aux agents communaux

Madame PINATEL présente le rapport suivant :

Mes Chers Collègues,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales

Vu le code de la Sécurité Sociale

Vu le code Général des impôts

Vu l'ordonnance du 04/11/2021 portant partie législative du code général de la Fonction Publique, entrée en vigueur au 01/03/2022, codifiant les lois statutaires de la Fonction Publique 1983-1984-1986

Vu la circulaire DGI n°2005094433 du 1er juin 2007 relative aux avantages en nature, régime social et fiscal applicable et obligations déclaratives correspondantes.

Vu le Comité technique du 5 juillet 2022 lors duquel le projet a été adopté à la majorité.

Considérant que l'attribution d'un véhicule de service aux agents communaux est subordonnée à une décision préalable de l'organe délibérant de la collectivité territoriale.

Considérant qu'une délibération est nécessaire pour déterminer l'ensemble des modalités d'attribution de véhicules de service aux agents de la commune.

Véhicules de service

Est considéré comme véhicule de service tout véhicule mis à disposition des agents par un employeur pour des raisons de service. Le véhicule doit être restitué en dehors des périodes de service de l'agent, les congés. Des agents peuvent être autorisés à utiliser un véhicule de service pour leurs trajets domicile-travail et à le remiser de manière régulière à leur domicile compte-tenu des conditions spécifiques d'exercice de leurs missions (réunions en soirée ou tôt le matin, missions itinérantes, exigences et obligations inhérentes aux fonctions de direction). L'usage privatif du véhicule ne peut être autorisé que sur décision expresse de l'autorité territoriale et dans ce cas, l'agent devra souscrire une assurance.

Compte-tenu des dispositions présentées précédemment et des modalités d'utilisation décidées, une redevance est calculée.

Responsabilités

La loi n°57-1424 du 31 décembre 1957 attribue aux tribunaux judiciaires la compétence pour statuer sur les actions en responsabilité tendant à la réparation des dommages de toute nature, causés par tout véhicule et dirigées contre une personne morale de droit public qui en a la propriété ou la garde. La responsabilité civile de la collectivité est engagée si le dommage résulte de l'exercice des fonctions de l'agent ou si son comportement n'est pas dépourvu de tout lien avec le service.

La responsabilité civile de l'agent est engagée si les dommages sont la conséquence d'une faute personnelle.

En matière de contravention ou de délit consécutif à une infraction routière, tout conducteur est soumis au droit commun de la responsabilité. Par conséquent, il encourt les mêmes sanctions pénales que les particuliers conduisant leur propre véhicule. L'agent conducteur doit acquitter les contraventions et subir les peines de suspension de permis, voire d'emprisonnement. Il doit informer la collectivité de toute perte de permis.

Évaluation de la redevance payée par l'agent

La redevance est établie en fonction de la distance domicile-travail.

Le dispositif est progressif : 15% du coût kilométrique pour les distances comprises entre 6 et 30 km, 30% pour les distances comprises entre 31 et 50 km, 60 % pour les distances comprises entre 51 et 100 km, 100% pour les distances au-delà de 101 km.

Distance A/R (km)	Taux	Coût kilométrique 2022 (euros)	Commentaires
D < 6 km	SO		Le trajet est trop court (3 km) pour nécessiter un VL
6 ≤ D ≤ 30	15 %	0,05	La distance ARD reste faible par rapport à la moyenne journalière
31 ≤ D ≤ 50	30 %	0,105	La distance est significative par rapport à la moyenne journalière
51 ≤ D ≤ 100	60 %	0,21	La distance est supérieure à la moyenne journalière
D > 101	100 %	0,35	La distance est supérieure à 2 fois la moyenne journalière

Les tarifs des autorisations pour les véhicules légers évolueront en fonction de l'indice des prix à la consommation hors tabac soit un coût kilométrique pour les voitures de 0,35 €.

Cependant, afin de ne pas minimiser l'avantage constitué par l'autorisation de remisage d'un véhicule, la tarification plancher est fixée à 30 € mensuel.

Le mode de règlement de la redevance s'effectuera sous la forme d'un prélèvement mensuel sur le salaire de l'agent, sur la base de 43 semaines de présence.

Au cours de la période d'autorisation (de remisage à domicile), aucun remboursement de la redevance n'est envisageable pour cause d'indisponibilité du véhicule ou d'arrêt maladie de l'agent.

Fixation des conditions d'utilisation des véhicules de service

L'utilisation à des fins personnelles d'un véhicule de service de la collectivité est interdite.

Par principe, tout remisage à domicile des véhicules de service est soumis à autorisation expresse.

Dans le cadre des nécessités liées aux missions et après validation de la DGS et la DRH, certains agents peuvent être autorisés à remiser un véhicule de service à leur domicile de façon ponctuelle ou permanente.

Après vérification de l'aptitude de l'agent, cette autorisation est officialisée par :

- un ordre de mission pour un remisage à domicile ponctuel ;
- un arrêté nominatif annuel assorti d'un ordre de mission pour un remisage à domicile annuel, assorti d'une redevance ci-dessus exposée.

Le remisage ponctuel dans les conditions précisées précédemment est autorisé lors des astreintes et des réunions hors des horaires de transport en commun. Dans ce cas, il n'y aura pas de participation financière de l'agent.

L'agent bénéficiaire d'une autorisation de remisage à domicile doit remiser son véhicule sur son lieu de travail en cas d'absence de plus de deux jours ouvrés. Le week-end, le véhicule peut être remisé au domicile de l'agent, sans aucune utilisation personnelle possible.

Il est demandé au Conseil municipal de bien vouloir valider l'ensemble des modalités d'attribution des véhicules de services ci-dessus détaillées ainsi que l'application de la redevance qui en découle.

ADOpte A L'UNANIMITE

Fait et délibéré en séance les mêmes jours, mois et an que dessus, le présent extrait
Certifié conforme au registre
Biarritz, le 30 Septembre 2022

Le Maire

